

**Titre : Commercialisation des bovins sur pieds en République centrafricaine :  
dynamique d'une filière transfrontalière**

**David KADEKOY-TIGAGUE**

Institut centrafricain de la recherche agronomique (ICRA)

Pôle régional de recherche appliquée au développement des savanes d'Afrique

Centrale (PRASAC)

BP : 1762, Bangui, République Centrafricaine

Téléphone : (236) 70 11 54 35 / 75 04 55 93

Email : [kadekoy@yahoo.fr](mailto:kadekoy@yahoo.fr)

## **Commercialisation des bovins sur pieds en République centrafricaine : dynamique d'une filière transfrontalière**

### **Résumé**

La filière bovine occupe une place importante dans l'économie de la République Centrafricaine. Outre l'importance de la production bovine nationale, les flux transfrontaliers entre la RCA et certains pays de la sous-région (Tchad, Soudan, Cameroun, Congo), confèrent à cette filière un caractère régional. La présente étude a pour objet d'analyser l'organisation de la commercialisation des bovins sur pieds, sa dynamique ainsi que la rentabilité économique des acteurs. Elle s'appuie sur des enquêtes, réalisées en 2006-07 et 2007-08, auprès des acteurs de la filière et des recherches bibliographiques. L'analyse univariée et l'analyse des comptes d'exploitation ont été utilisées pour analyser les données collectées.

Les résultats relèvent l'existence de quatre (04) systèmes d'élevage (bovins transhumants ; agro-élevage ; traction animale ; transhumants saisonniers étrangers) assurant la production nationale, d'importants flux transfrontaliers de bovins et de six (06) circuits de commercialisation dynamiques. Par ailleurs, l'analyse du compte d'exploitation des différents acteurs impliqués dans cette filière fait ressortir que la marge moyenne dégagée, par bœuf, est de 104°850 FCFA pour les éleveurs, 117°850 FCFA pour les commerçants locaux, 147°900 FCFA pour les bouchers et 190°950 FCFA pour les commerçants exportateurs. Ces résultats montrent que la filière bovine est porteuse car la rentabilité des activités est garantie pour l'ensemble des opérateurs impliqués. Enfin, les questions relatives à l'amélioration et au renforcement de l'environnement socio-économique dans lequel évolue la filière bovine dans la sous-région d'Afrique Centrale méritent d'être discutées afin de redynamiser cette filière. Il serait donc intéressant que cette démarche soit utilisée pour analyser l'importance économique des autres secteurs d'élevage.

***Mots clés : Filière bovine, dynamique transfrontalière, circuits de commercialisation, rentabilité des acteurs.***

### **Abstract**

## **Marketing of living cattle in Central African Republic: dynamic of a cross-border sector**

The cattle sector has an important place in the economy on Central African Republic (CAR). Hence, the national production's importance, one notices cross-border flows between the CAR and some countries in the region (Chad, Sudan, Cameroon, Congo), giving to this sector a regional character. The present study aims to analyze the organisation of living cattle trade, its dynamics and the actors' economic profitability. It is based on surveys conducted in 2006-07 and 2007-08 to the stakeholders of cattle sector completed with documentary researches. The unvaried and the partial budget approaches were used to analyze the data collected.

The results showed the existence of four cattle farming system (transhumance cattle system; agro-pastors system; animal traction system; seasonal transhumance cattle system) assuring the national production, some important cross-border cattle's flows and six dynamic marketing channels. Moreover, the cash flow analysis of the stakeholders involved in the sector indicated that the average margin profit make par cow is about 104°850 FCFA for the cattle producers, 117°850 FCFA for local traders, 147°900 FCFA for the butchers and 190°950 FCFA for cross-border traders. These results showed that the cattle sector remain a profitable economic sector for all the stakeholders involved. Hence, the questions of strengthening the socioeconomic cattle sector's environment in the Central African sub region must be discussed in order to enhance the dynamic of this sector. It would therefore be interesting to use this approach to analyse the economic importance of other breeding sectors.

***Key words: cattle sector, cross-border dynamic, marketing channels, profitability.***

## **1. Introduction**

La République Centrafricaine (RCA) est un pays doté d'un environnement propice au développement de l'élevage des bovins. Les conditions climatiques, la faible densité de la population (5.30 hab./km<sup>2</sup>), l'abondance des eaux de surface et du pâturage y sont favorables. En outre, des mesures politiques de développement de l'élevage ont été mises en œuvre..

L'élevage occupe, aujourd'hui, une place importante dans l'économie centrafricaine. Il contribue pour environ 12 % au produit intérieur brut (PIB), soit 39 % du PIB agricole, autant que les cultures vivrières. Plus de 270.000 personnes tirent l'essentiel de leur revenu de cette activité. L'importance relative de ce secteur s'accroît si l'on considère les différents services induits par les activités y relatives : commerce de bétail sur pied, lait et produits laitiers, travaux de labour, portage, fumure, cuirs et peaux, viande, etc.

Outre l'accroissement spectaculaire des effectifs du cheptel bovin centrafricain, les apports de bovins en provenance du Tchad et du Soudan sont importants. Parallèlement, depuis quelques années, les flux du bétail bovin centrafricain vers le Cameroun, le Congo et le Nigeria sont en augmentation (Kadekoy, 2000). Cependant, une partie importante de ces échanges échappe aux contrôles officiels. Il est donc difficile d'évaluer si les contraintes institutionnelles (coût élevé des taxes illicites, manque de réglementation, etc.) et les dernières crises politico-militaires limiteraient l'augmentation de ces flux. Aussi, très peu d'informations récentes sur la dynamique de cette filière bovine sur pieds sont disponibles. Par ailleurs, les pratiques commerciales des différents acteurs impliqués dans cette filière ainsi que les mécanismes économiques qui régissent son fonctionnement restent encore mal connus. Ceci en dépit de nombreuses tentatives pour le renforcement des systèmes d'informations susceptibles d'améliorer la connaissance des circuits de commercialisation de bétail sur pieds et l'efficacité des échanges dans la sous-région. La mise en œuvre de ces dispositifs connaît aujourd'hui de

sérieux problèmes du fait de l'inadéquation entre les législations officielles et les pratiques des acteurs de la filière.

Afin de vérifier cette hypothèse d'inadéquation entre politiques et réalités économiques, ayant comme conséquence la réduction de l'efficacité du commerce traditionnel et donc de freiner les échanges entre les pays de la sous-région, la présente étude permet d'apprécier la dynamique de la commercialisation des bovins, d'analyser la rentabilité des acteurs de la filière et de conclure sur les perspectives de développement de la commercialisation de bovins sur pieds dans la sous-région.

## **2. Matériels et méthodes**

Les marchés à bétail des terroirs de références (Didango-Mandjo, Ngoumbélé et Ngouyali), de certains centres urbains (Bambari, Bossangoa, Sibut, Boali), localisés dans les principaux bassins de production et de Bangui (PK 13 et PK 22) ont été retenus pour cette étude.

La méthodologie de l'étude se base sur l'approche filière. Cette méthode permet d'analyser les échanges transfrontaliers des produits agricoles et manufacturés entre de nombreux pays (Balami et al., 1997). La filière peut être définie comme l'ensemble des agents économiques qui participent directement à produire, transformer et acheminer jusqu'au marché de consommation un même produit ou un type de produits (Duruflé et al., 1988). L'analyse filière tient compte à la fois des fonctions (approvisionnement, production, transformation, commercialisation et consommation) et des relations entre les acteurs de la filière (Duteurtre, 1998). Elle s'articule globalement autour de la délimitation de la filière, des analyses fonctionnelle, technique, économique, financière, organisationnelle et politico-institutionnelle. Elle est appropriée pour analyser la diversité des systèmes d'échanges de type traditionnel, artisanal, ou moderne (Balami 1998 ; Haessler, 2000).

La collecte des données repose sur des enquêtes auprès des acteurs concernés : 60 éleveurs, 30 commerçants de bovins sur pieds, 20 bouchers. Elle a été complétée par des entretiens avec

des personnes ressources intéressées par la filière (responsables des services d'élevage, de la fédération des éleveurs et des bouchers) et des recherches bibliographiques. Le principal outil d'investigation utilisé est un guide d'entretien ouvert. Les données ont été collectées pendant les campagnes agricoles 2001/02 et complétées en 2006/07. Il s'agit des relevés des nombres de bœufs vendus, des nombres de rotations de ventes effectuées par an, les relevés des prix, des charges et des marges. L'analyse de ces données a permis de déterminer la rentabilité de la commercialisation des bovins par opérateur par l'analyse des comptes d'exploitation, permettant d'apprécier les marges dégagées à partir des revenus et des charges engagées. En outre, la dynamique de la filière a été appréciée par l'analyse des informations complémentaires.

### **3. Résultats**

#### **3.1. Evolution de la production bovine**

L'histoire de l'élevage bovin en RCA révèle que le premier noyau du bétail bovin s'était constitué avec l'introduction de troupeaux zébus par les éleveurs peuls (mbororo), vers 1914, en provenance du Cameroun et du Nigeria. Ces éleveurs transhumants, fuyant les exactions des grandes chefferies Foulbé et politico-militaires dans ces pays, s'installèrent dans la parties Nord-Ouest du territoire Centrafricaine (zone de Sabewa et de Bocaranga) où ils y trouvèrent du pâturage en abondance. Certains migrèrent dans la région Centre (Yaloké, Bossembélé) vers 1925, et un peu plus tard (1940) dans la région Est (Bambari, Alindao). On évaluait à l'époque l'effectif du cheptel bovin à environ 150.000 têtes (Tyc et Sarniguet, 1991). Cet effectif a atteint le nombre de 350.000 têtes de bœufs vers 1950 (Larrat et Thevenot, 1955). L'expansion de l'élevage bovin vers les nouvelles zones a été favorisé par un ensemble d'appuis techniques (encadrement sanitaire, vaccinations, création de postes vétérinaires et de bains détiqueurs), des mesures de régulation (contrôle des déplacements, limites des zones de pâturage) et un programme d'organisation socioprofessionnelle des éleveurs mis en œuvre par

le Gouvernement en faveur du développement de ce secteur (Boutrais, 1988). En outre, il a bénéficié d'un environnement très favorable (abondance de pâturages naturels, des eaux, faible densité de population, etc.) à son développement (Figure 1). Toutefois, les dernières crises politico-militaires et leurs corollaires (insécurité) des années 2002-03 n'ont pas permis aux services d'élevage d'assurer un suivi régulier des élevages afin d'actualiser les données sur l'évolution de l'effectif du cheptel bovin au cours de ces dernières années.

### **Figure 1 : Evolution du cheptel bovin en Centrafrique**

#### **3.2. Principaux bassins de production**

L'élevage de bovins est pratiqué sur la quasi-totalité du pays, avec une inégale répartition de l'effectif des bovins entre les différentes zones de production. Les préfectures de l'Ouham-Pendé, la Nana-Mambéré, l'Ombella-Mpoko, la Ouaka, l'Ouham et la Basse-Kotto constituent les plus grands bassins de production du pays. En 2000, on estime à 998.000 têtes de bœufs dans l'Ouham-Pendé, 579.000 bœufs dans la Nana-Mambéré, 491.000 bœufs dans l'Ombella-M'poko, 400.000 bœufs dans la Ouaka, 342.000 bovins dans l'Ouham et 335.000 bovins dans la Basse-Kotto. L'insécurité multiforme (présence des coupeurs de route appelés « *Zaraguina* », des rebellions, des braqueurs) quasi-permanente dans certaines zones de production (Ouham-Pendé, Ouham, Ombella-Mpoko, Nana-Mambéré), depuis les événements de 2002-03, se traduit par des migrations massives, non contrôlées, des éleveurs des régions du Nord-Ouest (Ouham-Pendé, Ouham, Nana-Mambéré) et du Centre (Ombella-Mpoko, Nana-Grizi) vers l'Est du pays et certains pays voisins (Cameroun, Tchad).

### **Figure 2 : Répartition des bassins de production bovine en Centrafrique**

Globalement, cinq systèmes d'élevage sont distingués en RCA (tableau 1). Le système d'élevage transhumant (92,30% des effectifs), caractérise le mode d'élevage pratiqué par les

peuls. En revanche, les systèmes d'agro-élevage (zébus et taurins) représentent le mode d'élevage des agriculteurs sédentaires (4,00% des effectifs). Le système transhumant étranger s'observe en saison sèche lors du déplacement des bœufs tchadiens ou soudanais en RCA à la recherche du pâturage (3,50% des effectifs).

### **Tableau 1: Répartition du cheptel bovin centrafricain par type d'élevage**

#### **3.3. Poids économique du secteur élevage**

- ***Importance économique***

Le secteur élevage (bovins, petits ruminants, porcins, volailles) occupe une place importante dans l'économie centrafricaine. Il contribue de manière significative et évolutive, en valeur ajoutée, à la formation du produit intérieur brut (PIB). En effet, la contribution du sous-secteur élevage bovins au PIB est estimée à 12% en moyenne (Banque des Etats de l'Afrique Centrale, 2007). En 2000, on estime le disponible exploitable, en nombre de bœufs, à environ 500.000 têtes pour une valeur marchande de plus de 75 milliards de francs CFA. Ces revenus, qui bénéficient le plus souvent directement aux petits éleveurs en situation économique précaire, jouent un rôle très important dans la lutte contre la pauvreté en zone rurale.

#### **Tableau 2: Importance économique de l'élevage bovin**

Plus de 270.000 personnes tirent l'essentiel de leur revenu de cette activité. L'importance relative de ce secteur s'accroît si l'on considère les différents services induits par les activités y relatives : commercialisation de bétail sur pied, de viande, de lait et produit laitiers, de cuirs et peaux, travaux de labour, portage, fumure, prestation de service, etc.

- ***Contribution à la sécurité alimentaire***

Par rapport à la précarité de la sécurité alimentaire en Centrafrique, la contribution de ce secteur à la sécurité alimentaire semble très importante et elle peut s'apprécier à deux niveaux :

- l'apport en protéines animales essentielles pour assurer une alimentation équilibrée ;
- la diversification des activités et revenus des producteurs qui permet à ces derniers de réaliser de nouveaux investissements, d'acquérir des produits alimentaires de base et d'améliorer leur niveau de vie.

Le bétail mis sur le marché est destiné essentiellement à satisfaire les besoins de consommation en viande de la population. En effet, la consommation de la viande bovine en RCA est estimée à 18,4 kg/hab./an (FAO, 2000), valeur relativement supérieure à la consommation moyenne de viande bovine de certains pays (cf. Tableau 3). Cependant, la consommation des autres viandes (petits ruminants, porc, volailles), quant à elle, reste très faible dans la structure globale de la demande en viande de la population. Cela s'explique par le fait que la commercialisation de ces animaux se fait par des circuits informels avec des abattages clandestins rendant ainsi difficile le contrôle officiel. Ce niveau de consommation reste, toutefois, très faible si l'on considère que la consommation moyenne journalière requise par personne pour assurer une alimentation équilibrée est de 275 g, soit 100 kg/personne/an.

### **Tableau 3 : Consommation de la viande des différentes espèces dans la sous-région**

Le suivi des abattages contrôlés de bovins, dans les abattoirs de Bangui et de certains centres urbains, a permis de mieux appréhender l'importance de la consommation de viande dans les ménages. En 2000, on estime à 24 kg/per capita/an, la consommation moyenne de viande bovine par les ménages de la ville de Bangui, et à 6,20 kg/ per capita./an, la consommation moyenne en viande bovine par les ménages en zone rurale centrafricaine (Kadekoy, 2000).

L'analyse de la structure des différentes postes de dépenses alimentaires des ménages centrafricains montre que les ménages consacrent 39 % de leurs dépenses pour l'achat de viande (toutes espèces confondues) (DSEE, 1997). Par ailleurs, il est important de relever que le niveau de ces consommations peut être influencé par les facteurs tels que : (i) le niveau de revenus des ménages ; (ii) la fluctuation du prix des produits alimentaires de base (manioc, céréales, arachide, etc.) qui absorbent plus de 50 % du budget alimentaire des ménages ; (iii)

la capacité du secteur à accroître les quantités de viande mises en marché toute l'année, en fonction de la demande, à des prix accessibles aux consommateurs ; et (iv) les possibilités d'importation de bovins afin de combler les déficits.

### **3.4. Les différents marchés à bétail**

Les marchés à bétail se caractérisent spécialement par la commercialisation des bovins et petits ruminants. En 2002, 135 marchés à bétail opérationnels ont été dénombrés, dont 33 dans la région de l'Est, 48 dans la région du Centre et 64 dans celle de l'Ouest. De ces marchés, quatre principaux types ont été différenciés : **(i) les marchés de collecte**, permettant aux éleveurs d'écouler leur bétail et aux commerçants de s'approvisionner, sont localisés dans les zones de production ou à proximité de ces zones (Malhoum, Didango-Mandjo, Koundé, Ouham-Bac, Yiem-Yellowa, etc.) ; ils assurent le ravitaillement des marchés terminaux ; **(ii) les marchés terminaux ou de consommation** sont localisés dans les grands centres urbains (Bangui, Bouar, Berberati, Bambari, Bossangoa, etc). Les bêtes destinées aux abattoirs proviennent de ces marchés. Les transactions ont lieu entre commerçants à bétail et utilisateurs finaux (bouchers, transformateurs, consommateurs) ; **(iii) les marchés frontaliers d'importation** traitent uniquement les troupeaux en provenance du Tchad et du Soudan (Moyenne-Sido, Am Dafok, Boromata, Birao, Ndélé, etc.). Les commerçants centrafricains s'approvisionnent en bétail auprès des éleveurs ou commerçants tchadiens ou soudanais venus sur ces marchés ; et **(iv) les marchés d'exportation**, situés à Bangui (marchés de PK 13 et PK 22) et certaines localités frontalières avec le Cameroun (Ngaoui, Mbaïboum, Banga-Boumbé, etc.), permettent aux commerçants (centrafricains ou étrangers) de s'approvisionner en bétail destiné à l'exportation. Les transactions sur ces marchés concernent aussi bien le bétail centrafricain qu'étranger. Certains marchés jouent le rôle de marché terminal ou de consommation grâce à leurs abattoirs. D'autres fonctionnent comme un marché d'exportation ou d'importation, soit pour les commerçants exportateurs de bétail qui viennent pour y

constituer leur convoi ou pour tous les animaux présentés directement par les éleveurs transhumants et les commerçants étrangers.

Au niveau des marchés de collecte, le volume annuel de transactions commerciales est faible (moins de 5.000 têtes de bœufs vendus). En revanche, les marchés terminaux, d'importations et d'exportations se distinguent par le volume annuel important de transactions en fonction des saisons (plus de 50.000 bœufs). Il existe aussi des marchés saisonniers (saison de pluies ou saison sèche) et des marchés permanents, avec des flux estimés respectivement de moins de 1.000 bœufs pour les premiers et entre 1.000 à 5.000 têtes pour les seconds. Le fonctionnement de ces marchés se trouve aujourd'hui perturbé par les problèmes d'insécurité récurrente, aussi bien dans les zones de production que dans les régions abritant les marchés à bétail.

### **3.5. Organisation du commerce des bovins sur pieds**

La commercialisation des bovins sur pieds en Centrafrique est libre. Son organisation se base sur les circuits intérieurs, mais aussi d'exportations et d'importations, dont l'importance varie au cours de l'année. La commercialisation des bœufs sur pieds est contrôlée directement par des commerçants spécialisés, d'origine Arabe et Haoussa, et des bouchers. Au niveau national, ces différents acteurs se sont regroupés dans des organisations bien structurées. La Fédération nationale des éleveurs centrafricains (FNEC), constituée de 200 groupements d'intérêts pastoraux (GIP), regroupe tous les éleveurs. L'Association nationale des bouchers centrafricains (ANBC) regroupe, quant à elle, 4°750 membres, tandis que l'Association des commerçants centrafricains de bétail (ACBC) est constituée de 114 membres.

Les principales contraintes à la commercialisation du bétail centrafricain sont liées à l'insécurité (coupeurs de route, exactions causées par les forces rebelles et forces armées régulières, etc.), l'inorganisation des marchés (tracasseries administratives, interruption

saisonnaire du convoiage, manque de système d'information, etc.), les moyens inadéquats de transport (convoiage à pieds, navigabilité saisonnière du fleuve Oubangui) et les problèmes économiques (manque de crédits aux acteurs, faible pouvoir d'achat des consommateurs). Depuis 2002, la suspension des flux des troupeaux bovins en provenance du Tchad et du Soudan, à cause de l'insécurité sur les couloirs de convoiage des animaux perturbe le système de ravitaillement de certains marchés. Cette situation a un impact direct sur les prix de vente des bœufs sur pieds et de la viande bovine qui ont connu une augmentation.

**Tableau 4 : Evolution des prix de vente de bœufs sur pieds au marché à bétail de PK 13 de Bangui (FCFA/tête)**

**Tableau 5 : Evolution des prix moyens de viandes bovines sur les marchés de Bangui (FCFA/kg)**

### **3.6. Offre de bovins d'origines diverses sur les marchés intérieurs**

Le circuit intérieur de commercialisation draine les bovins issus des différentes zones d'élevage vers les centres de consommation (Bangui, Bossangoa, Bouar) à partir des principaux marchés de collecte (Didango-Mandjo, Bokolobo, Malhoum, Koundé, etc.) localisés dans les zones de production. Le commerce de bovins entre le Tchad et la RCA est très ancien (Larrat et Thevenot, 1955). Cependant, on a constaté au début des années 90 une réduction assez importante de l'offre bovine tchadienne sur les marchés centrafricains (figure 3). Les principaux facteurs à l'origine de cette réduction sont le problème d'insécurité et la découverte d'autres marchés plus sécurisants et rémunérateurs (Cameroun, Nigeria, etc.).

**Figure 3 : Evolution de l'offre de bovins tchadiens sur les marchés de la RCA**

Par ailleurs, on observe un afflux de bovins soudanais sur les marchés à bétail centrafricains (figure 4). Cette offre sur le marché à bétail de PK 13 de Bangui, est en nette progression (34%) entre 1993 et 2000. Mais, avec l'installation de l'insécurité dans les zones frontalières entre ces deux pays, le volume de ces flux a baissé, passant de plus de 20000 bêtes en 2000 à zéro en 2005 et 2006.

**Figure 4 : Evolution de l'offre de bovins soudanais sur le marché à bétail du PK 13 de Bangui.**

Entre 1993 et l'année 2006, l'offre bovine tchadienne, sur le marché de PK 13 de Bangui, était passée de 43% des offres totales à 7% (figure 5). En revanche, la part du Soudan passait de 7% en 1993 à 34% en 2000 pour tomber à 0%, alors que celle de la RCA passait de 50% à 93%, entre 1993 et 2006.

**Figure 5 : Répartition de l'offre de bovins, en fonction des provenances, sur le marché à bétail de PK 13 de Bangui.**

**3.7. Les exportations de bovins**

La RCA exporte les bovins sur pieds, principalement, vers le Cameroun et le Congo (Brazzaville), mais aussi vers le Congo Démocratique à partir des zones d'élevage du Sud-Est, mais ceux-ci échappent au contrôle officiel. Les bovins centrafricains destinés aux marchés camerounais proviennent essentiellement des régions de la zone d'élevage de l'Ouest (Bocaranga, Baboua, Bouar, Bozoum, etc.). Ce circuit permet d'approvisionner les marchés terminaux camerounais (Yaoundé, Douala, Ngaoundéré, etc.) ou Nigériens (Maïdiguri, Makurdi, Lagos, etc.) avec environ 75°000 têtes de bovins par an (Coste et al. 1993). On estime aujourd'hui à plus de 40.000 têtes l'effectif de bovins centrafricains exportés vers le Cameroun (ANDE, 2007). Les exportations des bovins de la RCA vers le Congo-Brazzaville se faisaient par voie fluviale. Malheureusement, le fonctionnement de ce circuit était perturbé par les événements socio-politiques qui ont sévis en République Démocratique du Congo et en RCA au cours de cette dernière décennie.

**Figure 6 : Evolution des exportations des bovins centrafricains vers le Congo et le Cameroun (1996 – 2000)**

D'une manière générale, les possibilités d'exportation de bovins pour la RCA pourraient s'accroître si des mesures nécessaires sont prises pour garantir la sécurité et améliorer les conditions institutionnelles. Les contraintes qui entravent ces flux sont relatives aux problèmes du contrôle des sorties et l'insuffisance des moyens mis à disposition à cette fin.

**3.8. Circuits de commercialisation dynamiques et complexes**

Par rapport à l'importance des activités de commercialisation de bovins sur pieds, six (06) circuits de commercialisation peuvent être distingués :

- Eleveurs ==> consommateurs (C1) ;
- Eleveurs ==> Bouchers ==> Consommateurs (C2) ;
- Eleveurs ==> Commerçants ==> Bouchers ==> Consommateurs (C3) ;
- Importateurs ==> Commerçants ==> Bouchers ==> Consommateurs (C4) ;
- Eleveurs ==> Commerçants ==> Exportation (C5) ;
- Importateurs ==> Commerçants ==> Exportation (C6).

Ces circuits ne sont pas isolés les uns des autres et peuvent se juxtaposer : un éleveur peut, par exemple, vendre directement ses bœufs aux consommateurs (circuit C1) et vendre en même temps aux bouchers (C2) ou aux commerçants (C3). Pratiquement, le circuit C1 est très rare.

Il s'observe souvent à des moments d'organisation de cérémonies (retrait de deuil ou fêtes de mariage) pour lesquelles les consommateurs négocient directement l'achat des bovins avec les éleveurs. Le circuit C2 est beaucoup plus développé dans les centres de consommation, plus précisément les villes et les villages, très proches des zones de production (campements d'éleveurs). La fréquence d'abattage des bovins dans ces localités est de 1 à 2 bêtes par jour, trois à quatre fois par semaine. Les circuits C5 et C6 concernent les bovins exportés vers le Congo et le Cameroun. Les commerçants Centrafricains (d'origine Tchadienne), Camerounais et Tchadiens en sont les principaux acteurs. Les circuits C3 et C4, quant à eux, s'observent beaucoup plus dans les grands centres de consommation tels que la ville de Bangui et les centres urbains (Bambari, Bossangoa, Bouar, etc.).

Plusieurs acteurs intermédiaires interviennent dans ces circuits de commercialisation, non seulement entre les éleveurs et les commerçants, mais aussi entre les commerçants et les bouchers. Ce qui rend plus complexe le fonctionnement de ces circuits. Un diagnostic plus approfondi auprès de ces différents intervenants permettra de bien cerner le rôle joué par cette catégorie d'acteurs et de mieux comprendre le fonctionnement de la filière.

### **Figure 7 : Principaux circuits et flux de commercialisation de bovins en Centrafrique**

### **3.9. Rentabilité des acteurs de la filière**

La rentabilité de la commercialisation des bovins par opérateur est faite à partir de l'analyse des comptes d'exploitation, permettant d'apprécier les marges dégagées à partir des revenus et des charges engagées. Les différentes charges engagées, par type d'acteur, sont résumées concernent entre autres les frais d'alimentation et de soin, les différentes taxes, les frais de convoyage et de transport, etc. (cf. Tableau 4).

#### **Tableau 6 : Répartition des charges de commercialisation du bœuf (F CFA/têtes).**

La marge bénéficiaire varie par type d'acteurs (tableau 2). La moyenne, par bovin vendu, est de 104°850 FCFA pour les éleveurs, 117°850 FCFA pour les commerçants locaux, 147°900 FCFA pour les bouchers et 190°950 pour les commerçants exportateurs.

#### **Tableau 7 : Répartition de la valeur ajoutée par acteur (FCFA/bête)**

Les taxes sanitaires, de marché, communale et d'exportation, représentent les taxes officielles payées par les opérateurs. Les autres charges correspondent aux frais de soin, d'alimentation, de convoyage et de gardiennage des bœufs.

### **4. Discussion et conclusion**

L'analyse des comptes d'exploitation des différents acteurs impliqués dans le commerce de bovins sur pieds montre que cette activité est rentable pour l'ensemble de ces acteurs. La marge bénéficiaire dégagée par le boucher est la plus intéressante, étant donné qu'elle correspond à un gain journalier. Les marges obtenues par les éleveurs (104°850 FCFA/tête) et les commerçants locaux (117°850 FCFA/tête) semblent aussi importantes. Celle réalisée par les commerçants exportateurs est la plus élevée (190°900 FCFA/tête). Mais rapportée au nombre des membres du groupe (4 à 5 personnes), celle-ci est relativement basse par rapport aux bénéfices des autres acteurs. La non-maîtrise des taxes illicites, versées aux agents du service d'élevage ou de la douane, par certains opérateurs ne permet pas de déterminer les charges globales de ces derniers.

Toutefois, les marges bénéficiaires de ces acteurs estimées à partir des données disponibles mettent en évidence l'importance économique de la commercialisation de bovins sur pieds en RCA. En effet, la contribution de cette filière à l'économie nationale, la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté est importante. Avec un disponible exploitable évalué à 500°000 têtes de bovins, leur commerce rapporterait annuellement plus de 75 milliards de francs CFA à l'économie nationale. Ces revenus, qui bénéficient souvent directement aux petits éleveurs en situation économique précaire, jouent un rôle important dans la lutte contre la pauvreté rurale (Temple, 2001). En outre, la contribution de cette filière à l'amélioration de la sécurité alimentaire s'apprécie par l'apport en protéines animales essentielles assurant une amélioration équilibrée et la diversification des activités et de revenus des producteurs. La part de la viande bovine consommée en moyenne par les ménages représente 74% de la consommation totale de viande d'élevage (24,95 kg/pers./an) (FAOSTAT, 2000). La consommation moyenne de la viande de gibier est évaluée, quand à elle, à 14,6 kg/pers./an (Dieval et al., 2000). En effet, la diversification des activités et de revenus permet à ces derniers de réaliser de nouveaux investissements, d'acquérir des produits alimentaires de base et d'améliorer leur niveau de vie.

Pour ce faire, les acteurs de cette filière ont développé des circuits de commercialisation leur permettant de mieux contrôler le marché (Javier, 2000). Ces circuits connaissent l'intervention des flux de bovins et des acteurs d'origine diverse (centrafricaine, tchadienne, soudanais, camerounaise, nigériane, etc.), démontrant ainsi de l'essor et de la dynamique régionale de cette filière, comme l'atteste l'étude sur le commercialisation du bétail et de la viande dans la zone CEMAC (Ndjoya et al., 2003). Afin de mieux contrôler les marchés sur lesquels ils interviennent, ces opérateurs développent des stratégies anti-risques (diversification des activités, limitation des charges, choix des produits par rapport aux besoins des consommateurs, participation à des organisations, etc.). Les résultats confirment

les travaux de Chaléard (1996), Ménard (1990), Lambert et al. (1994) et Balami (1999) sur les stratégies des opérateurs de la commercialisation des produits agricoles sur la réduction de risque.

En effet, ces opérateurs sont attentifs à la hausse des prix, aux offres et demandes de bétail sur ces marchés et aux différentes pratiques législatives. Ils adaptent donc leurs stratégies en fonction des différentes situations qui se présentent (non déclaration de l'effectif réel du cheptel lors des campagnes de vaccination, contournement des postes de contrôle ; etc.). L'intérêt de ces opérateurs pour la filière bovine est tel qu'il a révélé l'existence d'importants échanges transfrontaliers entre la RCA et certains pays de la sous-région. Ces échanges commerciaux, sensibles aux changements socio-économiques qui pourraient intervenir dans ces pays, concrétisent les complémentarités économiques qui existent entre la RCA et ses voisins. Cela marque un pas important dans le processus d'intégration des marchés des pays de la sous-région, de la compétitivité de cette filière et de la sécurisation alimentaire des populations. C'est le sens des différentes initiatives entreprises depuis plus de dix (10) ans par la Commission économique du bétail, de la viande et des ressources halieutiques (CEBEVIRHA) dans le cadre de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC) : mise en place d'un passeport pour le bétail, organisation de réunions tripartites de concertation (Tchad, Cameroun, RCA) sur le développement du commerce de bétail dans la sous-région.

En définitive, cette étude permet de montrer l'importance économique et la dynamique de la commercialisation des bovins sur pieds, à travers l'analyse de la comptabilité et de l'organisation des opérateurs de la filière. Il semble donc important de poursuivre et d'approfondir les opérations de recherche sur l'analyse des contraintes inhérentes aux différents circuits de commercialisation pouvant aboutir à des propositions d'actions de renforcement de l'environnement socio-économique dans lequel évolue la filière bovine dans

la sous-région d'Afrique centrale. Un observatoire régional de la filière bovine, placé sous l'égide de la CEBEVIRHA et du PRASAC, pourrait offrir ce cadre et valoriser ainsi l'expérience des études entreprises dans ce domaine. Un tel observatoire devrait alors s'appuyer sur des partenariats scientifiques solides ainsi que sur le renforcement des compétences des équipes nationales. En outre, la méthode utilisée pour la réalisation de cette étude mérite d'être appliquée aux autres filières d'élevage afin d'apprécier leur importance économique, tant au niveau national que régional.

### **Remerciements**

L'auteur tient à remercier la Coordination Régionale du PRASAC qui a bien voulu mettre à notre disposition les ressources nécessaires à la réalisation du travail à la base de cette communication qui a un intérêt scientifique sous-régional. Il remercie également le CIRAD-Cameroun, l'ICRA et l'IRAD pour leur appui. C'est ici pour l'auteur l'occasion de présenter ses sincères remerciements aux organisateurs de l'atelier à mi-parcours PCP-REPARAC sur la « **Dynamiques des exploitations familiales agricoles et fonctionnement des filières agricoles au Cameroun** » qui ont acceptés cette communication. Enfin, l'auteur remercie le Président du comité de présélection pour avoir recommandé notre communication pour publication dans le Journal Camerounais des Sciences Agricoles.

### **Bibliographie**

- Agence Nationale de Développement de l'Elevage, 2007. Données actualisées sur la production animales en République Centrafricaine. Rapport d'activités, Bangui, 15 p.
- Balami D. H., Muktar Y. et Saïdu M., 1998. Livestock trade flows in the north east border region between Nigeria/Tchad and Nigeria/northern Cameroun. University of Maïdiguri, Department of Economics, Nigeria. 14 p.
- Balami D. H., et Umar G., 1997. Toward a regional trading observatory of some selected manufactured goods in the north east border region of Nigeria : a preliminary analysis. Paper presented at the Network on cross-border trade between Nigeria and its neighbours. University of Maïdiguri, Department of Economics. Nigeria. 25 p.
- Balami D.H., 1999. Government policies and behaviour of actors in the informal trans-frontier trade between Nigeria and her neighbours : a case study of the Borno frontier. University of Maïdiguri, Department of Economics. Nigeria. 25 p.
- Banque des Etats de l'Afrique Centrale, 2007. Principaux indicateurs macroéconomiques de la République Centrafricaine.
- Boutrais J., 1988. Des Peuls en savanes humides : développement pastoral dans l'Ouest centrafricain. Collection Etudes et Thèses, Editions de l'ORSTOM, Paris, 383p.
- Boutrais J., Bopda A. et Herrera J., 1995. Bétail, naïra et franc CFA : un flux transfrontalier entre Nigeria et nord-ouest Cameroun. Rapport final de l'observatoire OCISCA, Cameroun. p 52-62.

- Coste J., Ancey V., Egg J. et Sarniguet J., 1993. Etude : « politique de commerce extérieur des produits d'origine animale en Afrique de l'Ouest et du Centre ». Rapport de synthèse, SOLAGRAL/IRAM, France. 110 p + annexes.
- Dieval S. et Fageot C. 2000. La consommation de gibier à Bangui, quelques données économiques et biologiques. Canopée n° 18.
- Division des Statistiques et des Etudes Economiques, 1997. Prix à la consommation des ménages et prix de gros. Bilan annuel 1997. Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale, Bangui 17 p + annexes.
- Duruffle G., Fabre P., Yung J.M., 1988. Les effets sociaux et économiques des projets de développement rural. La Documentation française, série Méthodologie, Ministère de la Coopération, Paris, France, 95 p.
- Duteurtre G., 1998. Compétitivité prix et hors prix sur le marché des produits laitiers d'Addis Abeba : la production fermière face aux nouveaux concurrents. Thèse de Doctorat en Agro-économie, ENSAM, Montpellier, France.
- Haessler Ch., 2000. Filière bétail viande en Afrique Centrale : le cas du Tchad, pays exportateur net. Communication au séminaire sur la politique agricole et négociations internationales. Saint Louis, Sénégal. 6p.
- Javier Trueba Infesta, 2000. Un cas d'intégration des marchés : la filière d'exportation bovine du Tchad vers le Cameroun et le Nigeria. Mémoire de DAA, ENSA de Rennes, France, 90p + annexes.
- Kadékyoy-Tigagué D., 2000. Diagnostic de la filière bovine sur pied en République Centrafricaine. Document de travail. ICRA/PRASAC. 50 p + annexes.
- Lambert A., Egg J., 1994. Commerce, réseaux, marchés : l'approvisionnement en riz dans les pays de l'espace séné-gambien. Cahier des sciences humaines de l'ORSTOM, p. 36-45.
- Larrat R. et Thevenot R., 1955. Le problème de la viande en Afrique Equatoriale Française. Bulletin technique d'information de l'Institut d'Elevage et de Médecine Vétérinaire des Pays Tropicaux, n° 3. Paris, France. p 13-34.
- Ménard C., 1990. L'économie des organisations. Paris, La Découverte, Repères, p. 60-75.
- Njoya A., Engola O. J. et Ndong R., 2003. Commerce du bétail et de la viande en zone CEMAC. Rapport d'étude, Commission Economique du Bétail, de la Viande et des Ressources Halieutiques (CEBEVIRHA), 129 p. + annexes.
- Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, 2000. Statistiques agricoles.
- Sarniguet J., Marty J.P. et Arnaud R., 1967. Exploitation du cheptel bovin au Tchad. Tome 1 : production, consommation, exportation. 176 p + annexes.
- Temple L., 2001. Quantification des productions et des échanges de fruits et légumes au Cameroun. In Cahiers Agriculture, n° 10: p 87-94.
- Tyc et Sarniguet, 1991. Livre blanc de l'élevage centrafricain : Présentation et environnement du secteur. MDR, Bangui, RCA. 128p + annexes.

## Tableaux et figures

**Tableau 1: Répartition du cheptel bovin centrafricain par type d'élevage**

Système d'élevage	Nombre d'éleveurs	Effectif des bovins (x 1°000)	Pourcentage (%)
Bovins transhumants	20.000	3°128	92,30
Agro-élevage de zébus	3.000	120	3,50
Agro-élevage de taurins	730	12	0,50
Système lié à la traction animale	5.600	18	0,50
Transhumants saisonniers étrangers		110	3,20
<b>Total</b>		<b>3°388</b>	<b>100</b>

Source : Agence nationale de développement de l'élevage, ANDE, 2001

**Tableau 2: Importance économique de l'élevage bovin en Centrafrique**

Indicateurs	1996	2000	2003
PIB à prix courants (en milliards de FCFA)	515,5	686,8	692,0
Secteur primaire, dont	258,6	341,4	383,0
Agriculture	147,3	174,3	214,1
<i>Elevage</i>	58,5	76,6	89,7
Chasse, pêche, forêts	52,7	85,4	84,7
Secteur secondaire	83,4	101,6	86,5
Secteur tertiaire	149,8	204,3	285,5
<i>Part de l'élevage dans le PIBA (%)</i>	40	44	42
<i>Part de l'élevage dans le PIB (%)</i>	11	11	13

Source : BEAC, 2007

**Tableau 3 : Consommation de la viande des différentes espèces dans la sous-région**

Type de viande par espèce	Consommation par pays (en kg/hab./an)			
	Centrafrique	Tchad	Cameroun	Nigeria
Bovin	18,38	5,84	5,53	2,44
Caprin/Ovin	2,42	3,82	2,26	1,55
Porcin	3,40	0,07	1,36	2,47
Volaille	0,75	0,66	1,54	1,48
Total	24.95	10.39	10.69	7.94

Source : FAO, 2000

**Tableau 4 : Evolution des prix de vente de bœufs sur pieds au marché à bétail de PK 13 de Bangui (FCFA/tête)**

Âges des bœufs	1990	2000	2006
2 – 3 ans	25.000 – 45.000	50.000 – 70.000	120.000 – 150.000
4 – 6 ans	90.000 – 110.000	110.000 – 150.000	220.000 – 270.000
Plus de 7 ans	140.000 – 200.000	180.000 – 250.000	280.000 – 440.000
Castrés (plus de 6 ans)	180.000 – 220.000	240.000 – 280.000	380.000 – 500.000

Source : ANDE, 2007

**Tableau 5 : Evolution des prix moyens de viandes bovines sur les marchés de Bangui (FCFA/kg)**

Type de viandes	1989	2006
Viande avec os	680	1.250
Viande sans os	840	1.850

Filet	1.170	2.750
Langue	1.290	2.600
Foie	800	1.500

Source : ANDE, 2007

**Tableau 6 : Répartition des charges de commercialisation du bœuf (F CFA/têtes).**

Charges	Acteur	Eleveur	Commerçant local	Commerçant exportateur	Boucher
Alimentation et soins		900	-	6.000	-
Contrôle sanitaire (laissez passer sanitaire)		-	2.000	2.000	-
Redevance de vaccination		150	-	-	-
Taxe communale		1.000	-	-	-
Taxe d'abattage		-	-	-	4.500
Taxe d'inspection sanitaire		-	-	-	1.000
Taxe de marché		-	1.000	-	1.000
Taxe d'exportation		-	-	1.000	-
Frais de convoyage		-	1.000	1.000	1.000
Frais de transport (bateau)		-	-	55.000	-
ACCB ou ACOBECA		-	1.000	-	-
ANBC		-	-	-	1.000
FNEC		1.000	-	-	-
Frais de gardiennage		-	1.000	-	-
Main d'œuvre		-	-	-	2.500
Location chambre froide		-	-	-	1.500
<b>Total</b>		<b>3.050</b>	<b>6.000</b>	<b>65.000</b>	<b>12.500</b>

Source : Enquête de terrain, Kadekoy, 2002.

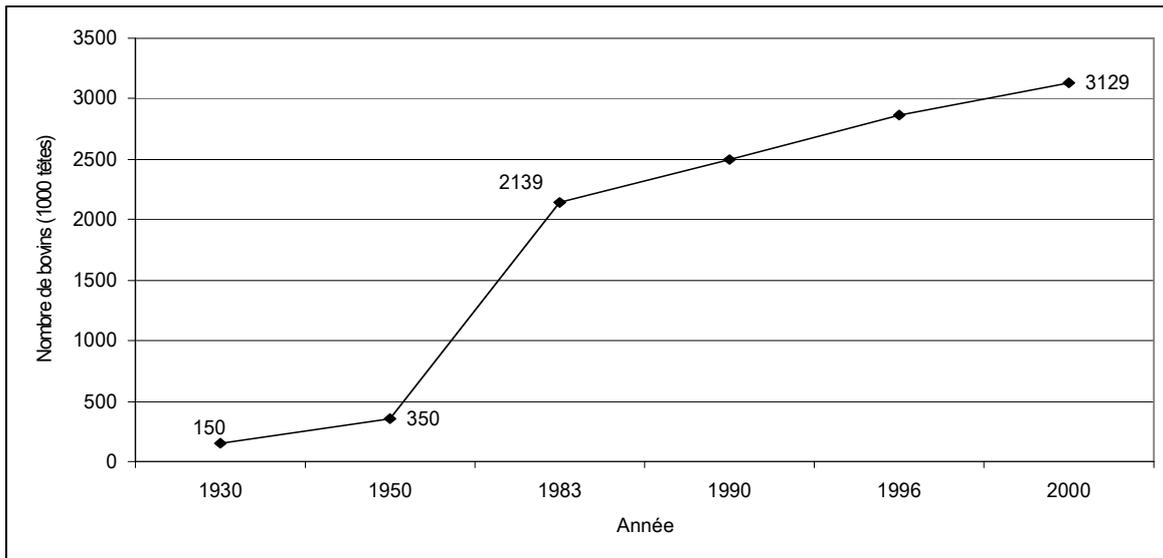
**Tableau 7 : Répartition de la valeur ajoutée par acteur (FCFA/bête)**

Opérateurs	Prix pratiqué	Différentiel de prix	Taxes	Autres charges	Bénéfices
Eleveurs	110°000	0	3°150	2°000	<b>104°850</b>
Commerçants locaux	235°000	125°000	5°150	2°000	<b>117°850</b>
Bouchers	395°000	160°000	7°100	5°000	<b>147°900</b>
Commerçants exportateurs	650°000	255°000 (540°000)	2°050	62°000 (65°000)	<b>190°950</b> <b>(473°000)</b>

Source : Données d'enquête, 2001-02 ; 2006-07

NB : les valeurs entre parenthèse correspondaient au cas où les exportateurs se ravitaillaient directement chez les éleveurs.

**Figure 1 : Evolution du cheptel bovin en Centrafrique**



Source : Direction des statistiques agricoles, 2007

Figure 2 : Répartition des bassins de production bovine en Centrafrique

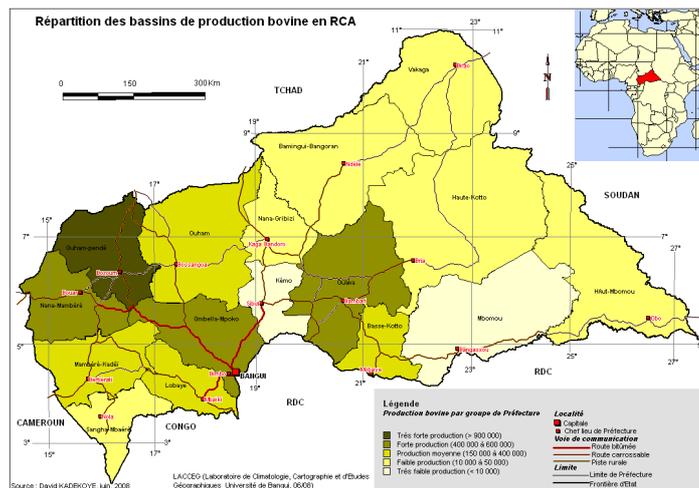
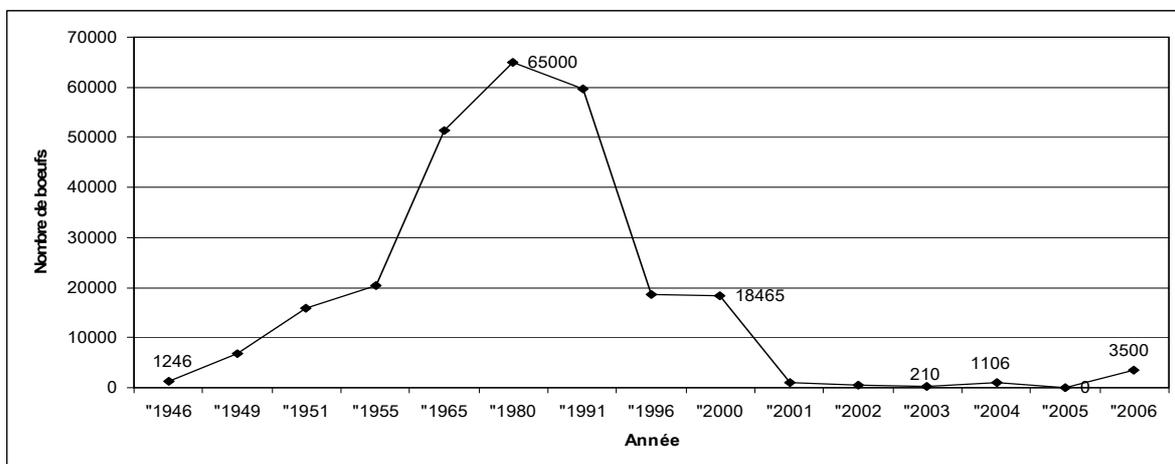
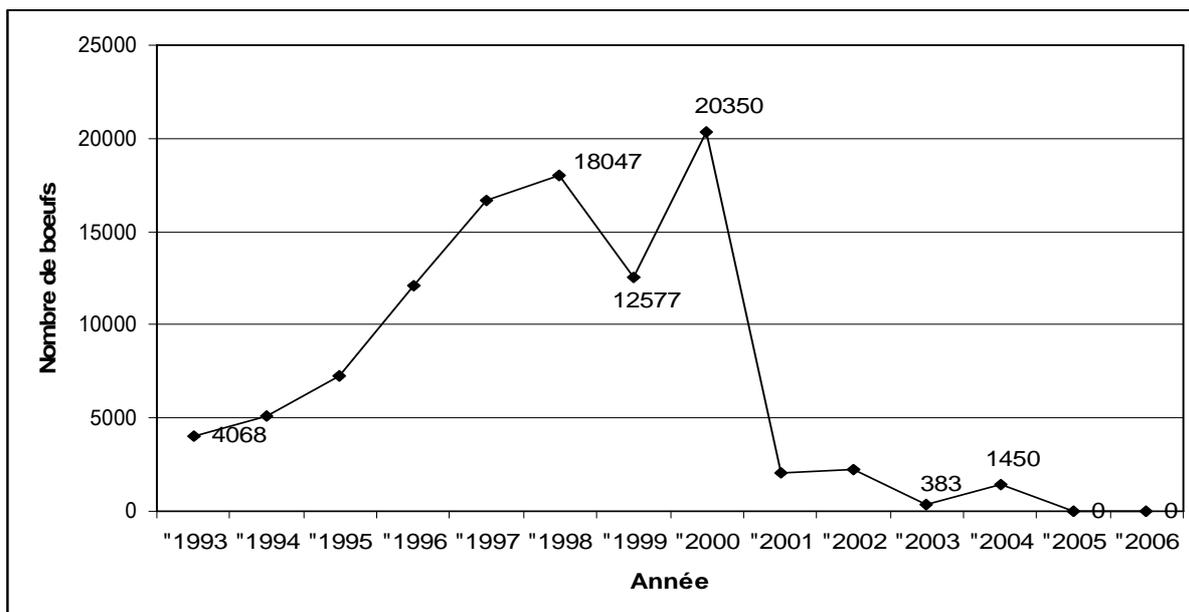


Figure 3 : Evolution de l'offre de bovins tchadiens sur les marchés de la RCA



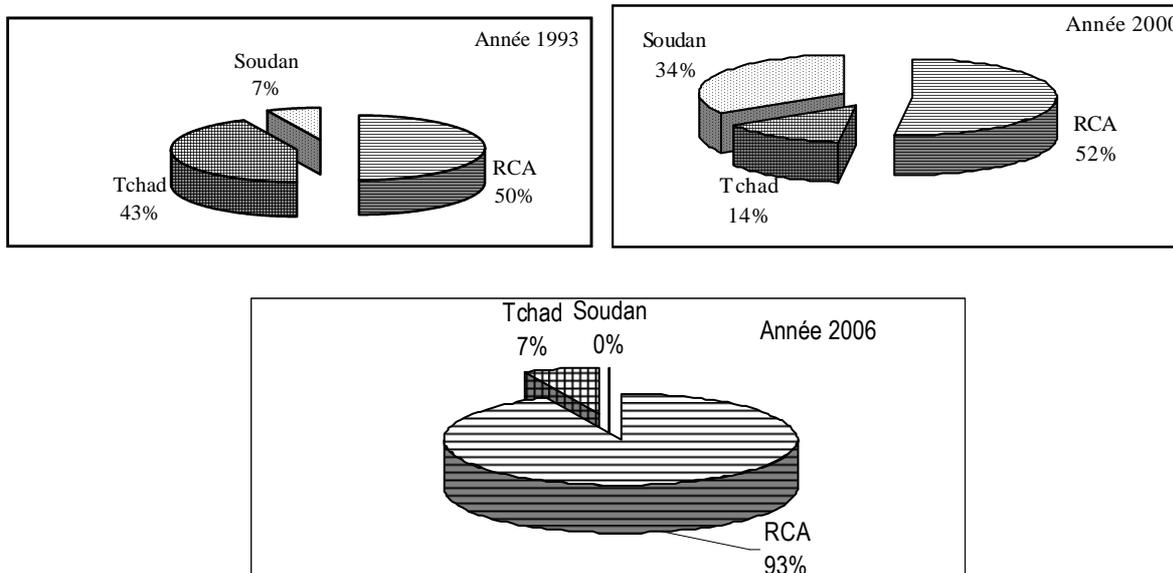
Source : ANDE, 2007

**Figure 4 : Evolution de l'offre de bovins soudanais sur le marché à bétail du PK 13 de Bangui.**



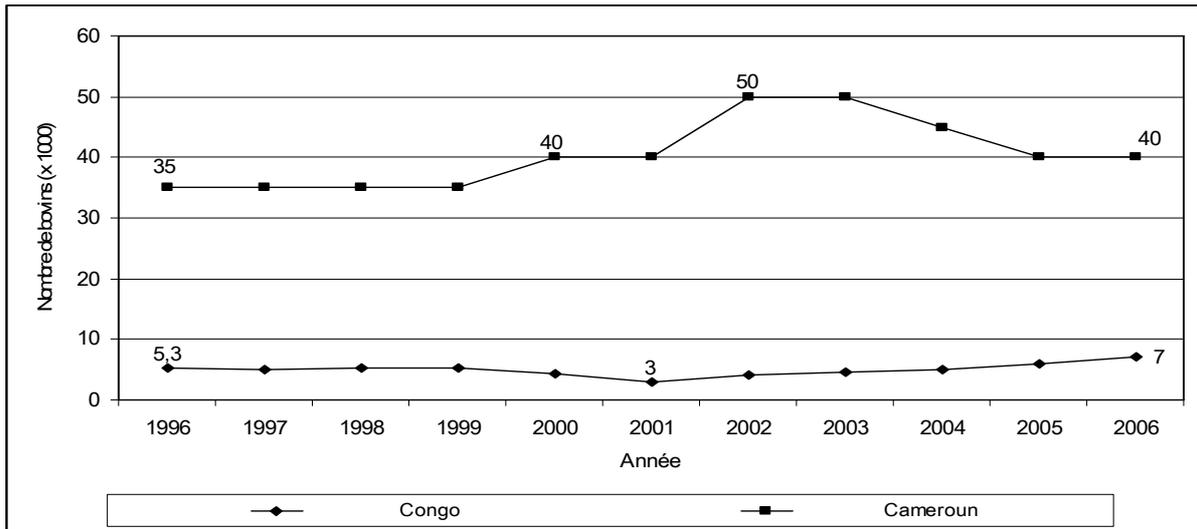
Source : ANDE, 2007

**Figure 5 : Répartition de l'offre de bovins, en fonction des provenances, sur le marché à bétail de PK 13 de Bangui.**



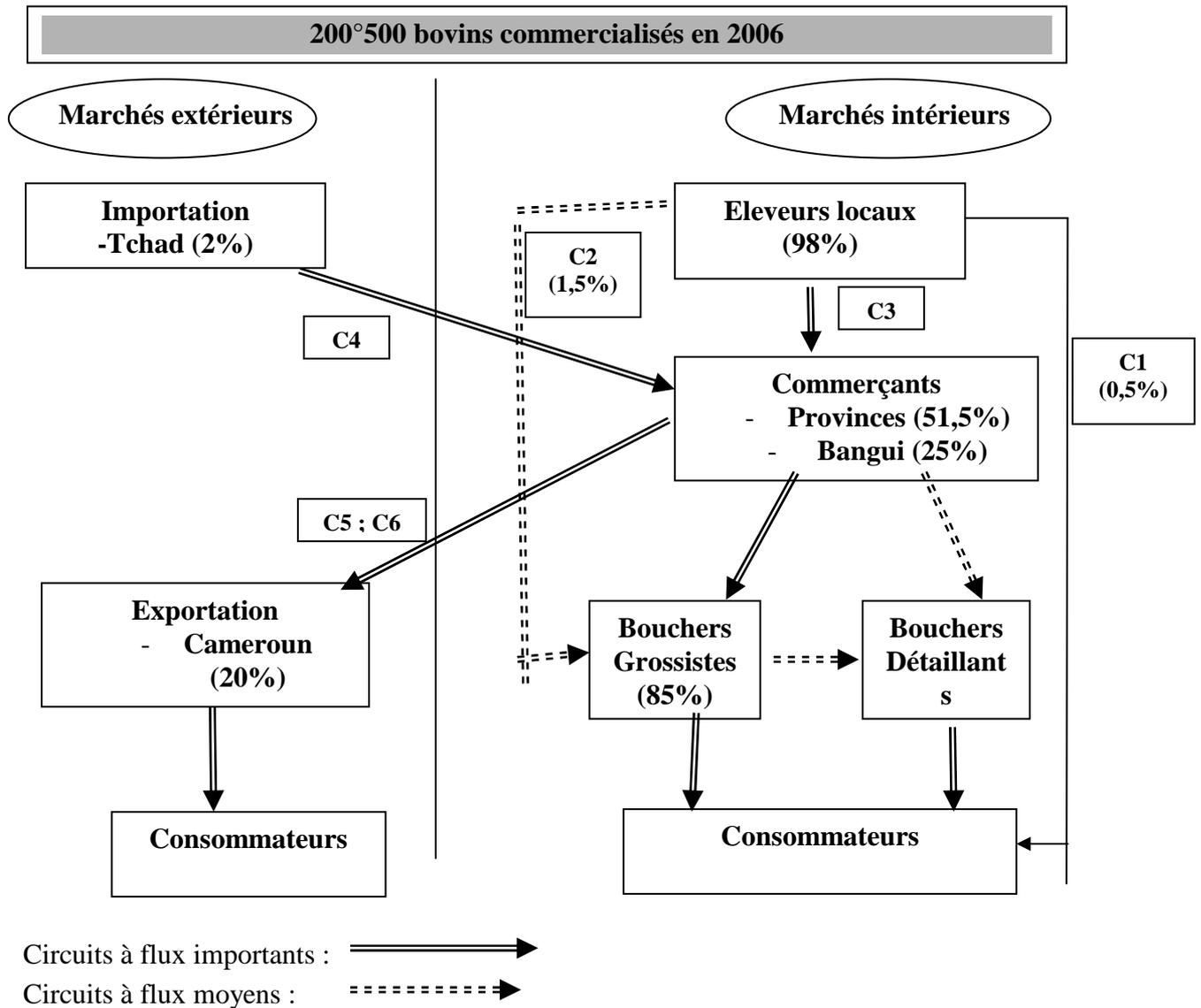
Source : ANDE, 2007

**Figure 6 : Evolution des exportations des bovins centrafricains vers le Congo et le Cameroun (1996 – 2000)**



Source : ANDE, 2007

Figure 7 : Principaux circuits et flux de commercialisation de bovins en Centrafrique



Circuits à flux très faibles : —————>